



049

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 049 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU

25 JUIN 2025

EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE REGIONALE R0106 : FIN GOUDRON NDIKINIMEKI-VILLAGE NDIKOTI-NITOUKOU-NDOMG (LIMITE SANAGA MARITIME) AVEC CONSTRUCTION DE DALOTS, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE NDIKINIMEKI ET NITOUKOU, DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU REGION DU CENTRE, LONGUEUR : 25,900 KM. FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2025, 2026 ET 2027.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert aux entreprises de droit Camerounais et installées au Cameroun pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres

L'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux de réhabilitation de la route Régionale R0106 : fin Goudron NdiKinimeki - Village Ndikoti – Nitoukou - Ndomg (limite Sanaga Maritime) avec construction de dalots, dans les Arrondissements de NdiKinimeki et Nitoukou, Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.

2. Consistance des travaux

Ces travaux à réaliser comprennent les principales opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive. Ils portent sur :

- Les installations comprenant l'installation du chantier, l'amené et le repli du matériel, la réalisation des études d'exécution et études géotechniques ;
- Le nettoyage et les terrassements comprenant les déblais (mis en dépôt) pour réglage de talus, les purges au droit des ouvrages, les remblais (apports) en latéritique pour nivellement de la plateforme, la mise en forme de la plateforme avec des fossés et exutoires, le reprofilage/compactage, le curage et la remise en forme des fossés en terre existants et la création d'exutoire ;
- Les travaux de la chaussée comprenant : la mise en place d'une couche fondation en graveleux latéritique, la mise en place d'une couche de base en matériaux naturels amélioré par un stabilisant sur une épaisseur de 15 à 20cm et/ou en en grave concassée 0/31,5 épaisseur 15cm, la mise en place d'un revêtement en Enduit bicouche ou d'une couche de roulement en Grave latéritique ;
- L'assainissement et le drainage comprenant le curage des buses et fossés, la réalisation des fossés maçonnés triangulaires, des fossés bétonnés triangulaires, des caniveaux avec dalettes, des buses béton avec ouvrages de tête ;
- Les travaux d'ouvrage d'art comprenant la construction des dalots en béton armé de section variable et la construction des ponts ;
- La Construction et la gestion des barrières de pluies types MINTP.

3. Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert sont constitués en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° lot	Région	Département	Tronçons	Linéaire Estimé (km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
Lot Unique	Centre	Mbam et Inoubou	R0106 : fin Goudron NdiKinimeki - Village Ndikoti – Nitoukou - Ndomg (limite Sanaga Maritime)	25,900	323 206 853	12	Travaux de réhabilitation de route
TOTAL				25,900	323 206 853	12	

4. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel desdits travaux est de trois cent vingt-trois millions deux cent six mille huit cent cinquante-trois (323 206 853) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai d'exécution :

Le délai global d'exécution du marché prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de douze (12) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de Travaux publics installés au Cameroun, disposant d'une attestation de catégorisation ou d'un récépissé de demande de catégorisation.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, exercices 2025, 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «Exclusivement en ligne». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics.

Le montant en FCFA de ladite garantie est de 2.000.000 (deux Millions) de FCFA.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, à la Direction des Investissements Routiers, Tél. : 222 23 26 06 et 222 21 79 20) au Ministère des Travaux Publics et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre,

porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

- L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 31 JUIN 2025 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 31 JUIN 2025 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

049 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 049 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU 25 JUIN 2025

EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE REGIONALE R0106 : FIN GOUDRON NDIKINIMEKI-VILLAGE NDIKOTI-NITOUKOU-NDOMG (LIMITE SANAGA MARITIME) AVEC CONSTRUCTION DE DALOTS, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE NDIKINIMEKI ET NITOUKOU, DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU REGION DU CENTRE, LONGUEUR : 25,900 KM. FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2025, 2026 ET 2027. (COPIE DE SAUVEGARDE ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION) ».

- Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des offres aura lieu le 31 JUL 2025 dès 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

L'ouverture des plis se fera en un temps et en trois étapes :

- 1^{ère} étape: Ouverture de l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1),
- 2^{ème} étape: Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres techniques (volume 2)
- 3^{ème} étape: Ouverture de l'enveloppe C contenant les offres financières (volume 3).

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1- Critères éliminatoires

A : Dossier administratif incomplet pour :

- Absence de l'original du cautionnement provisoire à l'ouverture des plis ;
- Absence (à l'exception du cautionnement provisoire) ou non-conformité après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif.

B : Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après:

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics;
- Une Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) cohérente avec les travaux à exécuter ;
- CV d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : formation universitaire bac +3 au moins en Génie Civil, ayant au moins sept (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au moins deux (02) projets au poste de conducteur des travaux de

construction, de bitumage, de réhabilitation, d'aménagement ou d'entretien de routes en terre (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;

- Absence d'une capacité financière, capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins cent vingt millions (120 000 000) de Francs CFA.
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Absence de l'attestation et du rapport de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :
 - ❖ Une (01) Pelle chargeuse ;
 - ❖ Une (01) citerne à eau ;
 - ❖ Une (01) Niveleuse ;
 - ❖ Un (01) Compacteur ;
 - ❖ Un (01) Camion benne.
- N'avoir pas validé au moins 3/4 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel ;

C : Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres; rempli de manière lisible; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises;
- les sous – détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages ;
- l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.

D : Absence de l'original de la caution de soumission ;

E : Fausse déclaration, pièce falsifiée ou pièce non authentique ;

G : Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

H : L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise pour soumissionner.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Personnel d'encadrement proposé sur 01 critère ;
- b) Matériel à mobiliser sur 01 critère ;
- c) Références du soumissionnaire sur 01 critère ;
- d) Preuves d'acceptation des clauses du marché 01 critère ;

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

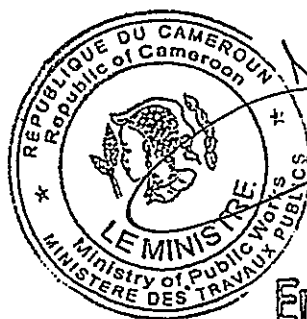
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

25 JUIN 2025
Yaoundé, le _____



Emmanuel NGANOU D.



049

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

25 JUN 2025

No.

/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF

IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON REGIONAL ROAD R0106: NDIKINIMEKI END OF TAR - NDIKOTI VILLAGE - NITOUKOU - NDOMG (SANAGA-MARITIME BORDER), INCLUDING THE CONSTRUCTION OF BOX CULVERTS IN NDIKINIMEKI AND NITOUKOU SUB-DIVISIONS, MBAAM-ET-INOUBOU DIVISION, CENTRE REGION, LENGTH: 25.900 KM. FINANCING: MINTP PIB, FINANCIAL YEARS 2025, 2026 AND 2027.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders, intended for Cameroon-based companies governed by Cameroonian law, for the provision of the above services.

1. Purpose of the Call for Tenders

The call for Tenders relates to the execution of rehabilitation works on Regional Road R0106: Ndikinimeki end of tar - Ndikoti Village - Nitoukou - Ndomg (Sanaga-Maritime border) with the construction of box culverts, in Ndikinimeki and Nitoukou Sub-Divisions, Mbam-et-Inoubou Divisions, Centre Region.

2. Scope of works

The works to be carried out include, inter alia, the following operations, listed in the Special Technical Clauses and in the Unit Price Schedule.

These concern:

- Installation operations include site installation, bringing and removal of equipment, carrying out execution and geotechnical studies;
- Cleaning and earthworks include excavation (disposal of materials) to adjust slopes, purging around structures, backfilling with lateritic materials to level the roadbed, reshaping of the roadbed with the construction of ditches and outlets, reshaping/compaction, cleansing and reshaping of existing earth ditches and construction of new outlets;
- Pavement works include: the laying of the following: a lateritic gravel sub-base, a 15 to 20-cm-thick base course made of either natural materials improved with a stabiliser, or 0/31.5 crushed graded aggregates, double-surface dressing or a lateritic gravel wearing course;
- Sanitation and drainage works include the cleansing of pipe culverts and ditches, the construction of triangular lined ditches, triangular masonry ditches, gutters with cover slabs and concrete pipe culverts with culvert heads;
- Engineering structure works include the construction of reinforced concrete box culverts of variable sections and bridges;
- The construction and management of MINTP-standard rain gates.

These works are more detailed in the Special Technical clauses (CCTP).

3. Allotment

Works under this Open National Call for Tenders shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Division	Road sections	Estimated length (km)	Estimated amount, including taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
Lot Single	Centre	Mbam-et-Inoubou	R0106: Ndikinimeki end of tar - Ndikoti village - Nitoukou - Ndomg (Sanaga-Maritime border)	25.900	323,206,853	12	Road rehabilitation works
TOTAL				25.900	323,206,853	12	

4. Estimated cost:

The estimated cost of work is three hundred and twenty-three million two hundred and six thousand eight hundred and fifty-three (323,206,853) CFA Francs including taxes.

5. Execution time frame:

The overall execution time frame set by the Project Owner for the execution of works is twelve (12) calendar months, with effect from the date of notification of the service order to start.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based Public Works contractors or consortium, having a grading certificate or an acknowledgement receipt of application for grading.

7. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2025, 2026 and 2027.

8. Bidding method

Bidding shall be carried out as follows: "Exclusively online". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Provisional Guarantee (bid bond)

Tenders shall include a provisional security (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts.

The amount of the bond in CFAF shall be 2,000,000 (two million) CFAF.

The provisional security must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional security.

10. Consultation of Tender Documents:

Tender Documents may be consulted at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, or at the Department of Road Investments (Tel.: 222 23 26 06 and 222 21 79 20) of the Ministry of Public Works. The soft copy is available on COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this Call for Tenders.

11. Acquisition of Tender Documents:

Tender Documents may be obtained at the Department of Contracts/Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs.

Upon withdrawal of the Tender Documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the electronic version of Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, on-line tendering shall be subject to payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

- The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 31 JUL 2025 at 11 a.m.

An uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD shall be submitted in a sealed envelope against a receipt, at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, latest on 31 JUL 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

31 JUL 2025 049 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 049 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 25 JUN 2025

IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON REGIONAL ROAD No. R0106: NDIKINIMEKI END OF TAR - NDIKOTI VILLAGE - NITOUKOU - NDOMG (SANAGA-MARITIME BORDER), INCLUDING THE CONSTRUCTION OF BOX CULVERTS IN NDIKINIMEKI AND NITOUKOU SUB-DIVISIONS, MBAAM-ET-INOUBOU DIVISION, CENTRE REGION, LENGTH: 25.900 KM. FINANCING: MINTP PIE, FINANCIAL YEARS 2025, 2026 AND 2027. (BACKUP COPY AND ORIGINAL BID BOND)

- File size and format

The maximum size of the documents previously mentioned (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 Mb for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 Mb for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 Mb for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated

in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of tenders

31 JUL 2025

The tenders shall be opened on 31 JUL 2025 at noon, in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in Yaounde in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works.

Tenders shall be opened at once and in three stages

- Stage 1: Opening of envelope A containing administrative documents (Volume 1),
- Stage 2: Opening of envelope B containing technical offers (Volume 2)
- Stage 3: Opening of envelope C containing financial offers (Volume 3).

All tenderers may attend the opening session or be represented by one duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

15. Tender Evaluation Criteria

15.1- Eliminary criteria

A: Incomplete administrative file due to:

- Absence of the original provisional security at the opening of tenders;
- Absence (with the exception of the provisional security) or non-compliance, after the 48-hour deadline extension following the opening of bids, of at least one of the documents in the administrative file.

B: Incomplete technical offer due to absence of one of the following elements:

- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts;
- A methodology note (organisation, planning and understanding of the project) in line with the works to be carried out;
- The CV of a works supervisor, meeting the specific qualification and experience requirements set out in the Special Tenders Regulation (RPAO): holder of a GCE A/L +3 in Civil Engineering, with at least seven (7) years' general experience in Building and Public Works, and having carried out at least two (2) projects as a works supervisor for construction, asphaltting or rehabilitation, development or maintenance of earth roads (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified true copy of the diploma signed by the relevant Administrative Authority, a certificate of availability dated and signed by the candidate and a certificate of enrolment into the National Order of Civil Engineers (NOCE);

- Absence of a financial capacity (available credit line) of at least one hundred and twenty million (120,000,000) CFA francs, established by a financial institution authorised by the Minister in charge of Finance.
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses;
- Absence of a dated and stamped attestation of site visit and the related report, formally signed by the tenderer;
- No proof of following minimum in-house equipment:
 - ❖ One (1) backhoe loader;
 - ❖ One (1) water tank;
 - ❖ One (1) grader;
 - ❖ One (1) compactor;
 - ❖ One (1) dump truck.
- Failure to meet 3/4 of the essential criteria, including the equipment criterion;

C: Incomplete financial offer due to absence of one of the following documents:

- A stamped, dated and signed bid;
- The Unit Price Schedule compliant with the model indicating the prices exclusive of taxes in figures and in words, filled in a legible way, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and inclusive of all taxes;
- The breakdown of quantified unit prices initialled on all pages;
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

D: False declaration, forged or unauthentic documents;

E: Non-compliance with the file format for on line tendering;

F: Use of another company's COLEPS certificate to bid.

15.2 Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on 1 criterion;
- b) Equipment to be mobilised on 1 criterion;
- c) References on 1 criterion;
- d) Evidence of acceptance of contract clauses, 1 criterion;

Note: Any State employee listed without justification of their availability shall not be assessed.

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

18. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room

210 or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> (88 00 2042).

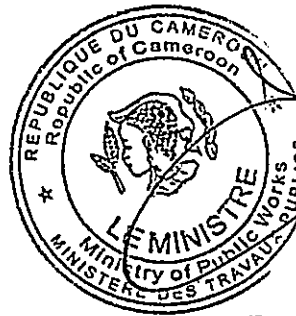
19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm or via MINTP number 88 00 2042.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 25 JUIN 2025



Emmanuel NGANOU D.